

Prof. dr DRAGOLJUB R. ŽIVOJINOVIĆ  
Faculté de Philosophie – Belgrade

## LA GRANDE-BRETAGNE ET LE MONTÉNÉGR DE 1914 A 1918

Les études limitées, faites jusqu'à présent sur la politique de la Grande-Bretagne envers le problème du Monténégro et son maintien comme État indépendant au cours de la guerre mondiale et après la fin de celle-ci ont indiqué le comportement inconséquent du gouvernement britannique envers le petit État balkanique et envers son souverain dans les années critiques de son existence. En outre, il s'agit d'un exemple caractéristique du rapport d'une grande puissance, menacée dans son existence impériale, d'un côté et d'un petit État, d'ailleurs discrédité selon la conviction de beaucoup de gens, de l'autre. Dans l'approche britannique du problème balkanique et, par conséquent, aussi du problème monténégrin, on observe différents contenus: le principe de nationalité quoique non entièrement conséquent; le légitimisme, les intérêts impériaux et stratégiques qui négligeaient souvent les besoins et aspirations du Monténégro et de sa dynastie. Les milieux politiques et militaires britanniques offraient, quoique avec réserve, l'appui politique et matériel au Monténégro, tant que celui-ci donnait sa contribution, si limitée qu'elle fût, aux efforts de guerre alliés. Mais même alors, la politique du Monténégro, ses prétentions territoriales et l'attitude du roi Nicolas Petrović-Njegoš donnaient lieu à la critique dans les milieux politiques et l'opinion publique de la Grande-Bretagne. Un tel rapport a obtenu ses formes et son contenu complets au cours de la guerre, lorsque la diplomatie et l'opinion publique britanniques ont pris, envers le Monténégro et son souverain, une attitude ouvertement hostile. L'occupation de l'Albanie du Nord, l'absence de volonté de lutter et la capitulation au mois de janvier 1916 ont confirmé les doutes exprimés auparavant déjà, que la cour monténégrine avait maintenu des relations secrètes avec les Puissances centrales, avant tout avec l'Autriche-Hongrie. Par conséquent, rien d'étonnant que les milieux politiques britanniques

aient été les premiers à adopter le point de vue que la question monténégrine pouvait être résolue de la manière radicale, par l'unification du Monténégro et de la Serbie. La destitution de la dynastie de Petrović y représentait le premier pas. Une telle conviction et une telle politique étaient en conflit avec le principe de légitimité, dont le protagoniste et protecteur persévérant était pendant longtemps la Grande-Bretagne.

Les soupçons ont apparu bien avant le commencement de la guerre. Le ministre britannique à Cetinje, comte John de Salis, a attiré l'attention, à plusieurs reprises, sur le comportement peu sincère du roi, dans les jours après la remise de l'ultimatum austro-hongrois à la Serbie (le 23 juillet). Salis a expliqué l'attitude du roi par son intention de ne pas aggraver le conflit avec l'Autriche-Hongrie, bien qu'il y fût contraint par la réaction de l'opinion publique et la disposition dans l'Assemblée Nationale. La note du Ministère des affaires étrangères sur la déclaration de guerre à l'Autriche-Hongrie, remise aux députés le 6 août 1914, est décrite par Salis comme „peu sincère et sans arguments essentiels”. Il affirmait, en outre, que le ministre austro-hongrois Otto avait offert au Monténégro, Scutari en échange de sa neutralité dans le conflit entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie. La proposition ne fut rejetée qu'après l'admonestation sévère de la part du gouvernement italien que Scutari n'était pas une possession austro-hongroise. C'est alors déjà que Salis a fait remarquer que l'expansion en Albanie était un des objectifs principaux du Monténégro et qu'il n'y renoncerait pas.<sup>1</sup>

Au mois de septembre 1914 Salis proférait de nouvelles accusations contre le gouvernement monténégrin et la cour monténégrine. Il affirmait que le roi Nicolas avait longtemps refusé de faire une attaque contre les positions autrichiennes et qu'il n'a consenti à diriger les troupes vers Sarajevo que sous la pression de la Russie et de la Serbie. Il attribuait cette hésitation au désir du roi Nicolas et du prince héritier Danilo de jouer un double jeu : l'espoir du succès allemand qu'ils utiliseraient pour envoyer les troupes à Scutari ; l'inactivité était le prix du consentement autrichien à ces intentions. A Foreign Office ce jugement de Salis sur le double jeu a été accepté, mais on a pris la décision de le négliger pendant quelque temps.<sup>2</sup> Lorsque le gouvernement monténégrin a retiré son délégué auprès du Grand quartier général serbe, vers le milieu d'octobre 1914, Foreign Office faisait des efforts pour aplanir le différend aussi tôt que possible. Arthur Nicolson, le sous-secrétaire permanent l'a nommé »conflit stupide« et proposé d'appuyer l'exigence française que les deux puissances s'emploient en commun pour amener le Monténégro à coopérer avec la Serbie et à ne pas mettre en question la coopération entre eux. Lord Edward Grey, secrétaire aux affaires étrangères a approuvé cette proposition et Salis a fait remarquer à Petar Plamenac, ministre des affaires étrangères, que la coopération entre ces

<sup>1</sup>) Salis à Grey, Cetinje le 8 août 1914. General Correspondence, série 51838. Public Record Office, Londres. Dans la suite du texte F.O. 371; N. Rakočević, Crna Gora u prvom svjetskom ratu 1914-1918. (Cetinje 1969) 32-46.

<sup>2</sup>) Salis à Grey, Cetinje le 21 sept. 1914. F.O. 371, 46533/51613.

deux pays était indispensable. Plamenac a promis que le Monténégro appuyerait la Serbie de ses forces et qu'il n'entreprendrait pas des opérations en Albanie tant que l'Autriche-Hongrie ne serait défaite. A Foreign Office on ajoutait foi aux déclarations du gouvernement monténégrin qu'il tiendrait ses promesses.<sup>3</sup> Il semblait que le malentendu était aplani et la coopération assurée.

En même temps le gouvernement britannique a accepté la demande d'envoyer l'aide matérielle au Monténégro. L'Amirauté a consenti à ce qu'un navire britannique transportât le matériel de guerre de Marseille et à faire les frais, quoique non pendant toute la durée de la guerre.<sup>4</sup> Vers la fin d'octobre 1914 le gouvernement britannique a offert de payer le transport de cinq mille réservistes monténégrins des États-Unis d'Amérique et du Canada, ainsi que de trois mille tonnes de maïs.<sup>5</sup> Immédiatement après l'éclatement de la guerre, Grey demandait à George Buchanan, ambassadeur britannique à Saint-Petersbourg, d'examiner si la Russie donnait l'aide financière et matérielle au Monténégro et à la Serbie. Bien que l'aide ne fût pas demandée au gouvernement britannique, il était prêt à l'offrir.<sup>6</sup> Ceci montre que le gouvernement britannique était disposé à offrir au Monténégro l'aide variée quoique non abondante. Ce fut un moyen pour exercer la pression, une manière de le réduire à l'obéissance en cas de besoin.

Au mois de novembre 1914, le roi Nicolas a demandé aux gouvernements britannique et français de débarquer les troupes en Dalmatie et de pénétrer vers Sarajevo; par là ils diminueraient la pression que l'Autriche-Hongrie exerçait sur les troupes serbes. Le roi affirmait que la population de la Dalmatie était prête à se soulever. Salis a attribué cette proposition aux ambitions territoriales du roi et non au désir d'alléger la pression sur les troupes serbes. Il affirmait que les rumeurs des dispositions révolutionnaires en Dalmatie étaient sans fondements.<sup>7</sup> Le gouvernement britannique était contraire à tout ce qui entraînait les troupes monténégrines des opérations communes avec l'armée serbe contre l'Autriche-Hongrie.

Le problème qui dérangeait sensiblement la coopération et causait les soupçons et les résistances dans les milieux britanniques était la question des prétentions monténégrines dans l'Albanie du Nord, avant tout à Scutari. Il y a beaucoup de choses qui représentent l'héritage des années précédentes ainsi que de la conviction que le Monténégro n'avait jamais renoncé à l'expansion territoriale dans ces espaces. L'opposition britannique aux aspirations monténégrines était due aux différentes rai-

<sup>3</sup>) Nicolson à Grey, le 19 oct. 1914; Grey à Salis, le 20 oct. 1914; Salis à Grey, Cetinje le 26 oct. 1914. Id., 61711/61711, 63823.

<sup>4</sup>) Amirauté à Foreign Office, le 20 oct. 1914. Id., 59402/59402. Foreign Office s'est déclaré prêt à payer les frais. Il s'agissait du navire „Whitehead” de 1172 t.

<sup>5</sup>) Montenegro. Annual Report 1914, Cetinje, le 23 déc. 1914. F.O. 371, 10524/10524.

<sup>6</sup>) Grey à Buchanan, Londres le 17 août 1914. Further correspondence respecting the affairs of East central Europe II (Londres 1920), 194.

<sup>7</sup>) De Graz à Buchanan, Londres, le 16 nov. 1914; Salis à Grey, Cetinje, le 18 nov. 1914. F.O. 371, 61711/71786, 72796.

sons: le désir que le Monténégro coopère avec la Serbie et ne sépare pas ses forces pour le front secondaire, le besoin de maintenir le *statu quo* en Albanie et la décision de ne pas susciter la suspicion italienne représentent les raisons les plus importantes. Le gouvernement britannique soutenait les demandes de la Serbie et de la France au Monténégro de ne pas prendre des initiatives quelles qu'elles soient au sujet de l'Albanie. Vers la fin du mois d'août 1914 Grey a ordonné à Salis d'exiger du roi Nicolas de ne pas envoyer les troupes à Scutari avant de s'être assuré le consentement de l'Italie, à cela; Grey savait que l'Italie ne donnerait pas un tel consentement. Dans un entretien qui a eu lieu le 27 août, le roi Nicolas assurait Salis que les conditions en Albanie créaient des difficultés au Monténégro; il a déclaré d'avoir rédigé une note aux grandes puissances sur la nécessité d'occuper Scutari en affirmant qu'il accepterait la décision des grandes puissances sur le sort de la ville après la fin de la guerre. Après de longues tentatives de persuasion, le roi brûla le projet de la note et déclara qu'il n'en parlerait plus.<sup>8</sup>

Le roi Nicolas et les membres du gouvernement n'avaient pas l'intention de renoncer à leurs plans en Albanie. En vue de démontrer qu'il était indispensable de se consolider dans l'Albanie du Nord et d'occuper des points déterminés, inclusivement Scutari, le gouvernement monténégrin décrivait, dans ses nombreuses notes, les injures et dommages que ses sujets avaient à subir à cause du comportement des tribus et des particuliers en Albanie. Pour certains d'eux on disait qu'ils étaient incités, armés et payés par les agents austro-hongrois. Dans les notes on parlait des incursions que les Albanais faisaient dans le territoire monténégrin, des meurtres et du vol du bétail, de l'utilisation des pâturages; la question de la libre navigation sur la Bojana faisait objet de nombreuses notes adressées aux grandes puissances, tandis que la perception des taxes de transit et des autres impôts causait une grande opposition au Monténégro; les demandes de dédommagement pour les bateaux et les marchandises capturés, le traitement des Monténégrins à Medua, les attaques contre les navires portant les marchandises, particulièrement la nourriture envoyée au Monténégro constituaient le contenu de nombreuses notes. Salis affirmait que l'initiative de tout cela avait son origine à la Cour et que les journaux («Vjesnik», «Dnevni list») écrivaient ouvertement de „notre Scutari”. Dans une conversation avec Salis, qui a eu lieu au mois de janvier 1915, Plamenac objectait que la politique britannique envers l'Albanie représentait »l'unique obstacle à la réalisation des désirs monténégrins«. Salis a rejeté de telles objections et signalé au Monténégro l'indispensabilité de vivre en paix avec ses voisins. A Foreign Office on considérait le contenu des notes trivial et certaines affirmations entièrement fausses.<sup>9</sup>

L'envoi des notes a continué au printemps de l'année 1915. Elles étaient de contenus et à demandes différents. Dans les notes qui étaient

<sup>8</sup>) Grey à Salis, Londres, le 25 août 1914; Salis à Grey, Cetinje, le 27 août 1914. Id., 38500/33184, 44161.

<sup>9</sup>) Salis à Grey, Cetinje, le 12 févr. 1915. Id., 28249/28249. Fait parvenir les notes de décembre 1914, de janvier et de février 1915.

arrivées au cours du mois de mars, on parlait d'assassinat et de pillage de quelques Monténégrins à proximité de Medua, d'opposition des Albanais catholiques au transport des marchandises sur la Bojana pour le Monténégro, de confiscation des bateaux, de préparatifs d'une attaque contre Đakovica, pour laquelle, comme on le citait dans la note, les agents autrichiens avaient assuré les fusils, la munition et les canons, d'imposition des taxes portuaires et de contrôle sanitaire que les autorités albanaises exécutaient à Pulaja, à l'embouchure de la Bojana, et on affirmait que de telles mesures avaient pour but d'empêcher l'importation de la nourriture au Monténégro. Salis a pris une attitude ouvertement hostile envers les allégations monténégrines. Il considérait la plupart des objections comme sans fondement ou inexistantes et les vérifiait en commun avec la commission du consul à Scutari. Il était d'avis qu'il ne fallait pas les prendre en considération, convaincu que le Monténégro instiguait les conflits au lieu de les éviter. Un tel point de vue a prévalu aussi à Foreign Office où l'on passait outre aux objections et aux plaintes monténégrines à la légère.<sup>10</sup> Au mois d'avril le gouvernement monténégrin affirmait que les Malissores avaient pris de force le maïs, envoyé au Monténégro, du navire *Whitehead* à Medua et qu'à Scutari ils avaient mis le feu à deux navires chargés de pétrole et de naphte pour le Monténégro. Salis a vérifié les allégations exposées dans la note et conclu qu'elles étaient fausses.<sup>11</sup>

Au mois de mai Salis a fait parvenir à Foreign Office les nouvelles notes monténégrines, parmi lesquelles se trouvait aussi la demande du consul monténégrin à Scutari Aleksa Martinović, du 3 avril, d'abolir à Scutari les taxes portuaires et sanitaires, ainsi que le contrôle des connaissements à Pulaj.<sup>12</sup> Vers la fin du mois d'avril, Plamenac exigeait de Salis que les trois puissances prissent les mesures pour sauver le Monténégro de la famine. Il s'agissait d'abolir les droits d'entrée de 12% et les droits d'exportation de 5% sur les marchandises transportées par la Bojana. La nourriture était retenue en Albanie, ce qui signifiait que le Monténégro était menacé de faim. Dans la note du 29 avril on citait que le Monténégro serait obligé d'appliquer la force si cette question n'était pas résolue favorablement. Foreign Office a accepté l'exigence d'abolir les droits d'entrée et les droits de sortie, ce qui voulait dire qu'on reconnaissait que certaines demandes monténégrines étaient justifiées.<sup>13</sup> L'attitude négative de Salis envers les exigences monténégrines a provoqué des critiques acrimonieuses à Cetinje. Au fond, les complications relatives à l'Albanie et à Scutari ne faisaient que commencer, sans égards aux assurances antérieures du roi Nicolas et de Plamenac qu'ils n'en créeraient pas.

<sup>10)</sup> Salis à Grey, Cetinje, le 2 avril 1915. Id., 28249/60307.

<sup>11)</sup> Salis à Grey, Cetinje, le 10 avril 1915. Id., 28249/60309. A Foreign Office on croyait que la situation allait s'améliorer.

<sup>12)</sup> Le droit de port se montait à 1 piastre par tonne de charge et la patente de santé à 16 piastres.

<sup>13)</sup> Salis à Grey, Cetinje la 11 mai 1915. F.O. 371, 28249/72503.

Le gouvernement britannique s'était opposé à la proposition russe de promettre Scutari au Monténégro. En avril 1915 le gouvernement monténégrin avait envoyé à Saint-Petersbourg le général Mitar Martinović pour assurer le consentement russe à l'annexion de Scutari. Le résultat de sa mission était la proposition russe, faite aux Alliés, de promettre au Monténégro que les Alliés appuyeraient de telles prétentions. Grey a rejeté cette proposition. Au conseil de guerre, tenu au commencement du mois de mai à Nikšić on parlait d'une augmentation des forces monténégrines à la frontière albanaise, mais le Grand quartier général serbe et le général Boža Janković, chef du Grand quartier général de l'armée monténégrine, opposèrent la résistance à la question de la navigation sur la Bojana. Le gouvernement monténégrin voulait transporter au Monténégro environ 1500 tonnes de maïs, arrivées à Medua, sans payer les droits de douane; les autorités à Scutari exigeaient une partie de ces céréales pour leur ville, ce que le gouvernement de Cetinje a nettement refusé, Salis était d'avis que l'importation du maïs effectuée de cette manière, serait illégale, et il a soutenu la demande des autorités scutarines de leur donner 200 tonnes de maïs. Au commencement de juin les Malissores ont pillé le dépôt de maïs à Medua et la commission des consuls a établi que leur chef Vat Marashi était l'agent autrichien.<sup>14</sup>

Bientôt après, Salis a attiré l'attention sur la possibilité d'une action monténégrine contre l'Albanie, le déplacement des troupes sur ce front et l'affaiblissement des forces au nord. Il demandait de garantir au Monténégro l'approvisionnement régulier de nourriture, par quoi il a reconnu le bien-fondé des exigences monténégrines. A Foreign Office on a conclu qu'il était indispensable d'empêcher l'incursion monténégrine en Albanie et d'assurer la navigation sur la Bojana.<sup>15</sup> La décision a été prise avec retard. Le 11 juin les troupes monténégrines avaient déjà pris Taraboš. Le jour suivant le gouvernement monténégrin a adressé une note aux Alliés, dans laquelle il expliquait la nécessité d'occuper quelques points le long de la Bojana et de la frontière albanaise en vue d'assurer l'envoi de la nourriture au Monténégro. Le roi Nicolas donnait des assurances à Salis que ses troupes ne s'approcheraient pas de Scutari, tandis que celui-ci affirmait que la décision de conquérir la ville aussi tôt que possible a été prise le 11 juin déjà. L'opposition du général Janković a empêché la réalisation d'une intention pareille et le ministre Plamenac a informé officiellement les ministres alliés le 17 juin, que les troupes monténégrines n'allaient pas occuper certains points sur la rive gauche de la Bojana; les déclarations analogues ont été réitérées aussi au cours de quelques jours suivants. Jusqu'au 26 juin les troupes monténégrines ont encerclé Scutari, pris Medua et le jour suivant sont entrées dans la ville.<sup>16</sup>

<sup>14</sup>) Report on Montenegro for 1915, confid., Londres le 24 mars 1916. F.O. 371, 57457/57457.

<sup>15</sup>) Salis à Grey, Cetinje le 9 juin. Id. 28249/75586.

<sup>16</sup>) N. Rakočević, Crna Gora u prvom svjetskom ratu 1914-1918 (Cetinje 1969), 71-77.

La prise de Scutari et l'irruption des troupes monténégrines dans l'intérieur de l'Albanie ont donné lieu aux protestations énergiques de la part des Alliés, parmi lesquels les plus rigoureux étaient les Anglais. Grey s'était prononcé, le 14 juin déjà, contre l'irruption monténégrine en Albanie en avertissant qu'elle serait préjudiciable à la cause alliée. Le gouvernement monténégrin et ses délégués (Jovo Popović, Andrija Radović) donnaient des assurances aux gouvernements alliés que les troupes monténégrines n'entreraient pas dans le territoire albanais, mais se limiteraient à effectuer le contrôle du trafic sur la Bojana. A Foreign Office on n'ajoutait pas foi à ces déclarations et George R. Clerk, un haut fonctionnaire, a noté que le gouvernement britannique était obligé de recourir à la pression en vue de gagner le gouvernement monténégrin à tenir les troupes vers la Bosnie et non de les transférer en Albanie. Foreign Office exigeait du gouvernement français d'appuyer ces demandes à Cetinje. Le gouvernement français a pris une attitude de réserve, ce qui a provoqué la mauvaise humeur à Londres.

La nouvelle de la prise de Scutari, qui était arrivée le 28 juin, a donné lieu à une réaction énergique, et à Foreign Office on a décidé de communiquer à Radović qu'ils suspendraient les expéditions des armes et de la munition, ainsi que les transports de réservistes des États-Unis d'Amérique et du Canada au Monténégro. Grey a décrit l'entrée des troupes monténégrines à Scutari comme »bêtise et étourderie«. Il donna des assurances à l'ambassadeur de l'Italie le 29 juin que le gouvernement britannique ne reconnaîtrait pas le *fait accompli* en Albanie.<sup>17</sup> Le jour suivant Nicolson a communiqué à Radović, en lui rappelant les assurances contraires qu'ils avait données autrefois, que le gouvernement britannique n'avait plus de confiance en déclarations du gouvernement monténégrin et qu'il examinerait de nouveau son attitude relative au transport des réservistes et à l'envoi des armes et des munitions, puisque »le Gouvernement de Sa Majesté n'est pas enclin à assurer les hommes et les munitions pour les aventures en Albanie«. Il ne le ferait que pour la lutte contre l'ennemi commun. On exigeait de Radović de communiquer cela au gouvernement de Cetinje. Radović fut surpris d'une telle attitude et il a tâché de se justifier par l'affirmation qu'il n'avait rien à faire avec cela.<sup>18</sup>

Le même jour, le 30 juin, le gouvernement monténégrin a répondu à l'avertissement des Alliés que l'occupation de Scutari représentait l'affaiblissement de la lutte contre l'ennemi commun. Dans la note on met en relief que le Monténégro n'avait pas l'intention de retirer les troupes du front principal et que l'opération en Albanie rendrait possible l'envoi des renforcements aux troupes qui combattent contre les Autrichiens. Les opérations en Albanie ne seraient continuées qu'en cas de nécessité.<sup>19</sup> Le premier juillet Radović rendit visite à Nicolson et lui

<sup>17)</sup> Grey à Rodd, Londres, le 29 juin 1915. F. O. 371 77058/87480.

<sup>18)</sup> Note de Nicolson, le 30 juin 1915; Grey à Buchanan, Bertie, Rodd, Salis. et De Graz, Londres, le 1<sup>er</sup> juillet 1915. Id. 77058/88116. Grey a déclaré à l'ambassadeur italien que le pas monténégrin était un „manque de parole”.

<sup>19)</sup> Salis à Grey, Cetinje, le 30 juin 1915. Id., 77058/87931.

expliqua que les troupes monténégrines étaient entrées à Scutari à la demande de la population en vue de rétablir l'ordre et la tranquillité, que cette action était de caractère temporaire et que »l'armée n'aurait pas pardonné au roi et au gouvernement s'ils n'avaient pas procédé de cette façon«. Le trois juillet Radović rédigea une déclaration pour la presse, dans laquelle on mettait en relief que le Monténégro avait occupé Scutari en vue de protéger son territoire de l'activité des agents autrichiens et du pillage. La conquête de Scutari faciliterait l'approvisionnement du Monténégro qui souffre du blocus.<sup>20</sup> La différence dans les contenus de ces deux déclarations a provoqué de nouveau des doutes sur les véritables intentions et motifs du gouvernement monténégrin. Clerk et Nicolson ont décidé d'empêcher la publication de la déclaration de Radović avec l'argumentation que les Albanais n'avaient aucun moyen d'y répondre et les Alliés ne désiraient pas ouvrir une discussion dans le public. Et pourtant, la déclaration de Radović apparut le 6 juillet dans le journal *Times*.

Au commencement du mois de juillet Sazonoff proposa d'adresser au gouvernement de Cetinje une note sévère au sujet de son action en Albanie. Les gouvernements britannique et italien avaient accepté, avec quelques petites modifications, la teneur de la note russe; à ces deux gouvernements s'associa plus tard aussi le gouvernement français. Le huit juillet l'adjoint de Grey, lord Crewe, a attiré l'attention de Radović sur le fait que les Alliés ne reconnaissaient pas l'action monténégrine et qu'elle a provoqué une grande inquiétude dans leurs rangs.<sup>21</sup> L'indisposition à l'égard du gouvernement monténégrin a obtenu une nouvelle incitation après la réception de la dépêche de Salis, datée le 9 juillet. Dans cette dépêche on reproduisait la déclaration du général Janković au colonel G. Philips, attaché militaire; Janković affirmait d'avoir donné sa démission parce que le roi Nicolas avait conclu une convention secrète avec l'Autriche-Hongrie et employé les troupes en Albanie contre son ordre. Salis a ajouté que roi Nicoals avait fait l'irruption en Albanie avec ses troupes avec l'approbation de l'Autriche-Hongrie dont il dépend. Il a décrit la politique du roi comme »neutralité armée« qui peut être avantageuse à l'ennemi. C'était une grave accusation, après laquelle Lancelot Oliphant, conseiller de Foreign Office, a proposé »de ne plus considérer le Monténégro comme allié«<sup>22</sup>

Il fut décidé de demander aux Alliés l'opinion sur le comportement ultérieur. Grey a déclaré que le gouvernement britannique était prêt à révoquer la mission médicale du docteur Clemow, de suspendre le transport des réservistes et de la nourriture, d'interdire l'expédition des munitions et des armes et l'ouverture des crédits.<sup>23</sup> Après la mise en harmonie des points de vue, Grey a consenti à retenir la mission du dr Cle-

<sup>20</sup> Foreign Office 800, vol. 95; le texte de la déclaration de Radović du 3 juillet 1915 se trouve dans F.O. 371, 90170/90170.

<sup>21</sup> Further correspondence respecting the affairs of East central Europe, VII, (Londres 1920), 29-30.

<sup>22</sup> Salis à Grey, Cetinje, le 9 juillet 1915. F.O. 371, 77058/94459.

<sup>23</sup> Grey aux ambassadeurs, Londres, le 16 juillet 1915. Id.



mow, à continuer le transport des réservistes et de la nourriture, mais il a dénoncé l'expédition des munitions et l'ouverture des crédits. Finalement, le 28 juillet, les envoyés des États alliés ont remis au gouvernement à Cetinje la note commune dans laquelle ils réprouvaient l'envoi des troupes monténégrines en Albanie et refusaient de reconnaître son occupation, acceptaient l'affirmation qu'elle était provisoire et communiquaient que l'avenir de Scutari dépendrait de la volonté des puissances.<sup>24</sup> Dans sa réponse à la note alliée, le 14 août, le gouvernement monténégrin a confirmé qu'il était prêt à continuer la lutte contre l'Autriche-Hongrie et que les troupes peu nombreuses, utilisées en Albanie, devaient assurer l'ordre et la tranquillité.<sup>25</sup>

Le gouvernement britannique n'a pas montré de compréhension pour l'indulgence de la France envers le Monténégro. Lorsque l'ambassadeur Paul Cambon, le 7 août, avait informé Foreign Office qu'au Monténégro il se faisait sentir le manque des munitions pour l'infanterie et l'artillerie à cause de l'attitude britannique, son avertissement fut évalué comme partial et Nicolson a noté que « nous ne devons pas permettre que la munition aille au Monténégro ». La remarque française a provoqué de réactions et protestations violentes à Foreign Office. Grey a donné ordre à Nicolson de préparer le mémorandum dans lequel serait exposée l'attitude britannique envers la politique française au Monténégro. Il l'a remis le 23 août à Cambon. Dans ce mémorandum on citait les exemples d'appui que le gouvernement français offrait au gouvernement monténégrin et à la politique monténégrine au cours des mois écoulés; on attribuait par là à la France la responsabilité de l'agressivité monténégrine en Albanie. On y affirmait que le Monténégro avait réalisé un accord-arrangement avec l'Autriche-Hongrie et dirigé toutes ses forces en Albanie. En considération de cela, le gouvernement britannique a refusé d'aider dans l'envoi des armes et des munitions, de prendre part à l'ouverture des crédits ou de faciliter l'arrivée des réservistes des États-Unis d'Amérique. « Une telle aide est plus avantageuse à l'Autriche qu'aux Alliés », affirmait-on dans le mémorandum.<sup>26</sup> C'était une réprobation sévère de la politique monténégrine et, indirectement aussi de la politique française. L'écart entre deux alliés semblait insurmontable.

A partir des premiers jours de la guerre, le gouvernement britannique manifestait déjà le doute sur la loyauté de la cour monténégrine et du gouvernement monténégrin envers les Alliés et affirmait qu'ils maintenaient des liens secrets avec l'Autriche-Hongrie. Au cours de la guerre de tels doutes devenaient plus intenses, et certains procédés du roi Nicolas et de son gouvernement les ont incités davantage. Salis écrivait que le roi Nicolas a longtemps différé à suspendre les négociations avec l'Autriche-Hongrie au mois d'août 1914 et ne les a interrompues que

<sup>24</sup>) Report on Montenegro for 1915.

<sup>25</sup>) Salis à Grey, Cetinje, la 16 août 1915. F.O. 371, 77058/113648.

<sup>26</sup>) Mémorandum, le 23 août 1915. Id., 77058/115715. Le gouvernement russe a été aussi mis au courant de son contenu.

lorsqu'il y fut contraint. Les troupes monténégrines ont facilement occupé la région entre les Bouches de Kotor et Bar et le commandement du Détachement de Lovćen se trouvait à Budva. Au mois de septembre 1914 Salis affirmait que le Monténégro pratiquait une double politique et qu'il ne désirait pas faire la guerre contre les forces austro-hongroises. En revanche, le roi Nicolas attendait à obtenir Scutari. A Foreign Office on a ajouté foi à ces soupçons, quoiqu'on a décidé de les négliger pendant un certain temps.<sup>27</sup> Au mois d'octobre 1914, Grey demandait au Salis de gagner le gouvernement monténégrin à la coopération militaire avec la Serbie dans les opérations contre les forces austro-hongroises, ce que Plamenac promit.

Au commencement de l'année 1915, les malentendus entre les Alliés et le Monténégro étaient variés et les conséquences possibles de grande portée. Une de ces conséquences était la conviction de plus en plus répandue que le roi du Monténégro maintenait les contacts secrets avec l'Autriche-Hongrie. Dans les conversations entre les émissaires alliés à Cetinje et le ministre des affaires étrangères, de tels doutes étaient supposés réels et devenaient graduellement le secret de polichinelle. Bien que justifiés, ils dépassaient les cadres réels. Au mois de mai Salis exigeait de ne pas approuver les prétentions du Monténégro à Scutari, car elles menaient à l'affaiblissement de ses activités sur le front du nord et il peut »commencer les intrigues avec l'Autriche-Hongrie en vue de s'assurer son appui ou la neutralité envers ses plans«. Grey a approuvé cela <sup>28</sup>. Au début de juin Salis était informé des liens entre le commandement autrichien à Kotor et le commandement monténégrin à Budva, ainsi que des entretiens du prince Pierre et du commandant Hubka, ancien attaché militaire à Cetinje. Leurs entretiens, Salis écrivait-il, ont mené au transfert des troupes monténégrines de ce front et à l'immobilité autrichienne. Salis affirmait que les négociations ont été en cours aussi au mois de juillet et que »l'accord définitif de 12 points est signé et se trouve à la Cour«. <sup>29</sup> De tels soupçons, sans égard aux entretiens de Pierre avec Hubka, se sont montrés sans fondements et injustifiés. Un tel traité n'existait pas.

Les soupçons de Salis ont été soutenus par de nouveaux événements. Au commencement du mois de juin Salis parlait »de la conviction largement répandue que le roi Nicolas (était) en accord avec l'Autriche-Hongrie«. Il a même fait irruption en Albanie avec »le consentement manifeste de l'Autriche... de la bonne volonté de laquelle il dépend«. <sup>30</sup> Les changements sur le front vers la Serbie et l'offensive austro-allemande-bulgare au mois d'octobre n'ont pas essentiellement modifié l'attitude britannique. Au mois de septembre Grey a déclaré

<sup>27)</sup> Salis à Grey, Cetinje, le 21 sept. 1915. Id., 46533/51613.

<sup>28)</sup> Salis à Grey, Cetinje, le 9 mai 1915; Grey à Salis, Londres, le 11 mai 1915. Further correspondence concerning affairs of Southeastern Europe, VI, 93, 95.

<sup>29)</sup> Report on Montenegro for 1915.

<sup>30)</sup> Salis à Grey, Cetinje, le 1<sup>er</sup> juillet 1915. Further correspondence concerning affairs of Southeastern Europe, VII, 48.

qu'il n'avait pas l'intention d'offrir l'appui au Monténégro, nonobstant les difficultés de plus en plus grandes; et pourtant, à Foreign Office il n'existait pas une opinion unique là-dessus. Salis ranimait constamment la méfiance envers le roi Nicolas et sa politique. Il affirmait que »le roi aurait conclu le traité à tout moment s'il avait osé le faire; probablement les conditions qu'offrait l'Autriche-Hongrie sont déjà réglées«. <sup>31</sup> De l'autre côte, il y avait des particuliers qui étaient d'avis qu'il fallait donner aide au Monténégro, tant que les troupes serbes ne s'en retirent. Nicolson exigeait »qu'on ne manifestât aucune générosité« envers le Monténégro. La politique de Grey a prévalu. Il écrivait à Salis: »Autant que nous sachions, le Monténégro n'a à présent aucun besoin et il ne nous signifie rien, car il paraît que nous ne pouvons pas attendre quoi que ce soit du Monténégro. Mais, si la Serbie l'exige, nous le ferons«. <sup>32</sup> En vérité peu nombreux étaient ceux qui ajoutaient foi au roi Nicolas et au gouvernement monténégrin. Lorsque Radović eut présenté le mémorandum dans lequel il exigeait l'appui du gouvernement britannique aux efforts du Monténégro et se plaignait de méfiance et soupçons envers son souverain, la réaction à Foreign Office fut retenue. Percy écrivait: »Le gouvernement monténégrin est sans espoir, mais le peuple est avec nous«; Clerk a ajouté »les événements nous forcent à être généreux envers le monténégrin«. Il fut ordonné à Salis de communiquer cela à Radović. <sup>33</sup> L'attitude britannique ne laissait aucun espoir au Monténégro.

Au début du mois de décembre 1915, la diplomatie britannique fut confrontée avec l'inévitable: la conclusion de l'armistice ou la sortie du Monténégro de la guerre. Le deux décembre le roi Nicolas invita les ministres alliés à la Cour et les informa de l'entrée des troupes serbes au Monténégro, indiqua la possibilité des conflits avec l'armée et la population et leur fit remarquer que la situation deviendrait critique si les armes et la nourriture n'arrivaient pas à temps. Salis a attribué au roi Nicolas la responsabilité d'un tel état de choses et de l'intention de conclure la paix particulière avec l'Autriche-Hongrie. Salis ne songeait même pas à attribuer la responsabilité d'un tel état de choses aux Alliés, du moins en partie. Il déclinait toute responsabilité de la Grande-Bretagne et justifiait le manque d'appui matériel et pécuniaire par différentes raisons ou le passait sous silence. Grey a adopté les jugements de Salis, en ajoutant qu'il »ne serait pas surpris, si le Monténégro concluait le traité de paix séparée«. Nicholson affirmait que le roi Nicolas ne prendrait plus longtemps part »au jeu perdu«. <sup>34</sup>

<sup>31)</sup> Salis à Grey, Cetinje, le 14. nov. 1915. F.O. 371, 152443/177835; D. Živojinović, *Saveznici i kapitulacija Crne Gore 1915–1916. godine. Istorijski časopis XXI (1974) 192–193.*

<sup>32)</sup> Grey à Salis, Londres, le 14 oct. 1915, Id., 148416/148416. Vers le milieu de novembre Grey a informé l'Amirauté que l'aide à au Monténégro serait envoyée tant qu'on enverrait l'approvisionnement pour la Serbie. Lord Percy était d'avis qu'il fallait aider le Monténégro, car de cette façon on ne lui donnerait pas le prétexte de conclure la paix particulière et de sortir de la guerre.

<sup>33)</sup> Radović à Clerk, Brindisi, le 19. nov. 1915. Id. 152433/180595.

<sup>34)</sup> Salis a rapporté que »l'Autriche avait invité le roi Nicolas à prendre la décision sur son attitude future«. Salis à Grey, Cetinje, le 12 déc. 1915. Id., 153443/189973; Živojinović, *Saveznici i kapitulacija Crne Gore*, 195.

Vers la fin de décembre 1915, l'attitude britannique était entièrement déterminée. Elle était basée sur deux faits contradictoires: premièrement, sur la conviction que le Monténégro avait un accord avec l'Autriche-Hongrie et que, pour cette raison, il sortirait de la guerre et, deuxièmement, la nécessité (stratégique, politique, morale) de rester en guerre. Ceci se manifestait dans le mémorandum du général Frank Taylor, commandant de la mission adriatique britannique. On y parle de relations entre le Monténégro et l'Autriche-Hongrie, d'inactivité des troupes monténégrines et d'autres questions. Taylor était d'avis qu'il ne fallait pas envoyer au Monténégro la nourriture, l'argent et l'équipement puisqu'il ne faisait pas grand cas de capacité combative de l'armée monténégrine. A Foreign Office on avait émis des opinions différentes, à partir de celle qu'il ne fallait rien faire jusqu'à la proposition qu'il fallait venir en aide au Monténégro. »Au pis aller, nous perdrons quelques centaines de tonnes de farine et un peu d'argent; dans le meilleur des cas, nous réussirons à maintenir le Monténégro jusqu'à ce que la situation change«, écrivait Oliphant. Un tel point de vue a prévalu et Grey l'a expliqué par l'affirmation que »de cette façon nous renforcerons les Serbes à Cetinje pour qu'ils puissent s'opposer au désir du roi Nicolas de conclure le traité de paix séparée«. <sup>35</sup>

Un tel comportement du gouvernement britannique était imprévoyant et irréal. A Londres on n'a pas compris que le roi Nicolas s'employait de toute sa force de faire abandonner aux troupes serbes le Monténégro afin d'éviter le détrônement violent de la dynastie. La politique britannique même menaçait d'obtenir le contraire: le stationnement des troupes serbes au Monténégro poussait le roi Nicolas dans les bras de l'Autriche-Hongrie, c.à d.à la conclusion de l'armistice et à la sortie de la guerre. La politique britannique a semé la discorde dans les rangs des alliés et représentait une menace à la participation ultérieure du Monténégro à la guerre.

La chute de Lovćen et des positions fortifiées (Kuk, Krstac) au mois de janvier 1916 ont produit des réactions différentes dans les capitales des Alliés. Il en était analogiquement avec les envoyés alliés à Cetinje. Il a prévalu la conviction que ce résultat était dû à l'existence de la convention secrète. Salis informait chaque jour des événements, bien qu'il ne pût pas deviner ce qui se passait en effet. Le roi Nicolas a averti Salis de l'attaque autrichienne qui pouvait menacer Cetinje et a proposé aux ministres alliés de quitter la ville. Salis a rejeté la proposition du roi. Il affirmait que les Autrichiens avançaient sans rencontrer aucune résistance et qu'ils ont, de cette façon, occupé des positions importantes, tandis qu'à Budva ils étaient entrés après la retraite monténégrine. A Foreign Office on suivait les événements au Monténégro avec beaucoup de scepticisme et de conviction qu'on ne pouvait s'attendre à rien de bon.

Il y avait des particuliers qui étaient enclins à attribuer la responsabilité de cela aux milieux militaires. Oliphante était d'avis que la situa-

<sup>35)</sup> Taylor à Percy, Londres, le 29 déc. 1915. F.O. 371, 1403/1403.

tion au Monténégro était très inquiétante, en ajoutant que „nos milieux militaires ne s'alarmaient pas beaucoup à cause de cela”. La prise du massif de Lovćen et de Njeguši l'a convaincu que la situation empirait. Le sort du Monténégro était décidé; ce fut la fin: „Montenegro – Finis”, écrivait-il. Tandis qu'Oliphant était enclin à attribuer la responsabilité de la capitulation aux milieux militaires. Grey et Nicolson avaient une autre explication. Ils continuaient à accuser sans ménagement le roi Nicolas et le gouvernement monténégrin de tout ce qui se passait. ils ont conçu la chute des hauteurs de Lovćen comme le premier pas vers la capitulation. Nicolson croyait que c'était le premier pas „dans l'élimination du Monténégro du champ de bataille”. Il a accusé l'Italie de comportement passif, considérant qu'elle avait dû faire davantage au profit du Monténégro. il en était analogiquement avec Grey qui a averti, le 13 janvier 1916, le Comité de Guerre que la situation au Monténégro était „sérieuse” et qu'on ne pouvait plus compter sur lui. Dans un entretien avec l'ambassadeur italien, Grey a déclaré que „le Monténégro a fait peu de chose pour le cause alliée après la conquête de Scutari”. Grey a manifesté la prédisposition à attribuer aux autres la responsabilité des conditions au Monténégro, pour écarter tout doute de lui. par l'arrogance il dissimulait l'échec de sa politique.<sup>36</sup>

Il y avait des particuliers qui ont saisi, et reconnu, les conséquences graves de la capitulation du Monténégro. Oliphant écrivait que la „capitulations sera un coup dur pour les gouvernements alliés s'ils se décidaient jamais à exécuter les opérations offensives dans les Balkans”. En vérité, les évaluations contradictoires et le besoin de receler la responsabilité britannique des événements au Monténégro, ont induit le premier ministre Herbert Asquith de déclarer, le 10 janvier 1916, dans la Chambre des communes que la Grande-Bretagne continuerait à lutter de toutes ses forces jusqu'à la restauration de la Belgique, de la Serbie et du Monténégro.<sup>37</sup> Ce fut un pas provisoire, irréfléchi qui, comme il s'est montré avant peu, ne répondait pas à la véritable disposition des hommes politiques, des militaires et des diplomates de la Grande-Bretagne. Ce n'était pas une obligation fixe, mais un pas extorqué par les circonstances, conçu en vue de stimuler la résistance monténégrine et d'apaiser l'opinion publique jusqu'au retrait des troupes serbes du Monténégro.

## II

La capitulation de l'armée monténégrine et la fuite du roi Nicolas et d'une partie de son gouvernement en Italie ont donné l'impulsion aux réflexions et facilité le façonnement de la politique à pratiquer à l'avenir envers le Monténégro. Dès les premiers jours de la guerre déjà, dans les milieux de Foreign Office on examinait la question du Monténégro et de son existence en tant qu'État indépendant. Salis encourageait constamment ces dispositions et les incitations analogues venaient de Rome, Niš, Durazzo. Au printemps de l'année 1915 déjà on observe les

<sup>36</sup>) Živojinović, Saveznici i kapitulacija Crne Gore, 202-203.

<sup>37</sup>) Parliamentary Debates, le 11 janv. 1916.

premiers indices qu'à Foreign Office on réfléchissait sur l'unification de la Serbie et du Monténégro. Grey écrivait à l'ambassadeur britannique à Saint-Pétersbourg: „Il faut faire remarquer que dans quelques années il sera créé un grand État slave dans lequel la Serbie et le Monténégro seront unis et qui sera un adversaire de l'Italie, plus puissant que ne l'était l'Autriche”.<sup>38</sup> Les événements ultérieurs, et surtout la conquête de Scutari ont incité davantage ces dispositions. Au mois de septembre 1915 Grey écrivait à l'ambassadeur britannique à Paris que le gouvernement britannique n'avait aucune intention de prêter secours au Monténégro. En substance, cela voulait dire l'abstention d'offrir l'aide au roi Nicolas et à la dynastie des Petrović.

En effet, l'indisposition et la méfiance envers le roi Nicolas, sa dynastie et sa politique devenaient de plus en plus manifestes. L'ambassadeur britannique à Rome, sir Rennel Rodd, a décrit le roi Nicolas comme „dernier souverain romantique de l'Europe”; après son départ du Monténégro il s'est rendu en Europe où il est devenu „retraité”.<sup>40</sup> La remarque de Rodd, à la fois sarcastique et innocente, dissimulait sa véritable disposition envers le roi Nicolas. Dans sa lettre, adressée à Grey, Rodd affirmait que le souverain monténégrin était la „victime de sa propre duplicité” et qu'il était obligé de „fuir de son pays par peur de la révolte”.<sup>41</sup> Nicolson a caractérisé la politique du roi Nicolas comme „imprudente” et les commentaires des autres fonctionnaires étaient similaires.

De telles dispositions ne tardèrent pas à se manifester. Au début de mars 1916 le député William Bull a posé la question au gouvernement s'il avait l'intention de traiter le Monténégro de la même manière que la Belgique et la Serbie, c.à d. s'il s'emploiera à sa restauration après la guerre. La réponse qu'avait préparée sir Eric Drummond, le secrétaire de Grey, était drastique. »Le Monténégro, de toute façon, ne mérite pas les mêmes promesses qui ont été données à la Serbie et à la Belgique« écrivait-il. Ses mots révèlent les véritables dispositions et intentions et sa déclaration, comme telle, n'était pas propre à être publiée. Au lieu de cela, il a été décidé que David Lloyd George, membre du gouvernement déclarât que »les Alliés ne négligeront pas le Monténégro lors de la solution définitive des questions de guerre«. Le but de cette déclaration était d'apaiser l'opinion publique, bien qu'elle n'obligeât pas le gouvernement de travailler à la restauration du Monténégro comme État souverain. Le réserve et le manque de sincérité envers le roi Nicolas et son gouvernement étaient évidents; une telle attitude représentait la caractéristique fondamentale de la politique britannique envers le Monténégro pendant la durée de la guerre.<sup>42</sup>

<sup>38)</sup> Grey à Buchanan, Londres, le 27 mars 1917. F.O. 371, 2507/35975; V. H. Rothwell, *British War Aims and Peace Diplomacy 1914-1918*. (Oxford 1971), 23.

<sup>39)</sup> K. J. Calder, *Britain and the Origins of the New Europe 1914-1918* (Cambridge 1976), 232.

<sup>40)</sup> Sir J. Rennel Rodd, *Social and Diplomatic Memoirs (Third Series) 1902-1919* (Londres 1925), 281.

<sup>41)</sup> Živojinović Saveznici i kapitulacija Crne Gore, 215.

<sup>42)</sup> Ibid. 220.

De telles dispositions ont été confirmées à plusieurs reprises au cours de l'été 1916 et on mentionnait aussi le pire – défense à la dynastie Petrović-Njegoš de retourner au Monténégro après la fin de la guerre. Après l'arrivée du roi Nicolas et de son gouvernement en France, la question s'était posée si Salis devait les rejoindre à Lyon et à Bordeaux. Après une certaine hésitation, Grey a approuvé à Salis d'accompagner le roi et le gouvernement du Monténégro, bien qu'il fût dans l'entre-temps nommé envoyé à Vatican. Par cette nomination fut ouverte la question de son successeur. A ce sujet eut lieu un vaste échange de vues. A Foreign Office a prévalu la conviction qu'«à cause du comportement du roi Nicolas la nomination du successeur de Salis était indésirable. On proposait que les relations avec la cour monténégrine et le gouvernement monténégrin fussent maintenues par l'intermédiaire des consuls britanniques. Lorsqu'il fut décidé de transférer le siège du gouvernement monténégrin à Neuilly près de Paris, il fut arrêté d'entretenir les relations avec lui par l'ambassade britannique à Paris. On est arrivé à la conclusion qu'il n'y avait pas de raisons pour nommer un envoyé nouveau, mais que le soin des rapports mutuel fût confié à un chargé d'affaires. Ce fut un mauvais signe. Cette charge fut exécutée pendant un certain temps par Charles Grenville et ensuite par George Graham.<sup>43</sup> La nomination d'Andrija Radović au poste de président du Conseil des ministres monténégrin, au commencement du mois de juin 1916 et tout ce qui l'avait précédée (tentative de l'Autriche-Hongrie d'établir le contact avec le roi Nicolas, déclaration par laquelle on désavouait l'activité du prince Mirko au Monténégro) ont amené Percy à noter: »La cour et le gouvernement monténégrins à Bordeaux ne jouent pas un rôle très honnête et respectable et, par conséquent, il ne faut pas les traiter avec beaucoup d'estime.«<sup>44</sup> Il était évident que le prestige du roi Nicolas et de ses ministres était très bas à Londres.

Au mois de juin 1916 se sont confirmés les pires doutes quant à l'attitude de Foreign Office envers le Monténégro. Edith Durham, un vieux connaisseur du Monténégro et du roi Nicolas, a jeté un coup d'oeil rétrospectif sur les événements se rapportant au Monténégro; elle accusait le roi Nicolas de tout ce qui s'était passé et a conclu que »cette famille (Petrović) ne retournera jamais au Monténégro«. Son attitude a recueilli l'approbation générale à Foreign Office. En se référant à la lettre, Oliphant a noté: »Cette lettre réitère beaucoup de choses que nous savons et c'est qu'on ne permettra jamais plus à la dynastie actuelle de régner au Monténégro«. A Foreign Office on était enclin à la destitution des Petrović du trône du Monténégro, bien qu'il ne fût pas encore clair quel serait son avenir.<sup>45</sup> Les mots d'Oliphant ont été confirmés aussi par l'ambassadeur Bertie. Il a écrit au commencement de septembre 1916 que »nos représentants n'auront pas l'occasion de soutenir le roi de

<sup>43</sup> Grey à Bertie, Londres, le 23 sept. 1916; Bertie à Grey, Paris, le 25 sept. 1916. F.O. 371, 184280/193986. Pour donner à cela aussi peu d'importance que possible, on a donné l'ordre à Salis d'en informer le roi Nicolas de vive voix.

<sup>44</sup> Note de Percy. F.O. 371. 741/119951.

<sup>45</sup> Živojinović, Saveznici i kapitulacija Crne Gore, 220-221.

Monténégro qui a essayé de trahir... la cause des Alliés au profit des Autrichiens». <sup>46</sup> La conviction que le roi Nicolas avait commis la trahison a déterminé l'attitude britannique envers l'avenir du Monténégro.

Très vite, simultanément, à la vérité, il s'était montré quelle solution a été prévue pour le Monténégro. Elle n'était pas du tout favorable à la dynastie des Petrović. Dans le mémorandum de Foreign Office, préparé à la demande d'Asquith, sur la manière de résoudre les questions territoriales en Europe après la fin de la guerre, le problème du Monténégro a obtenu une place importante. A l'effet de trouver la réponse à la question si le Monténégro devait être restauré comme État indépendant, a été faite l'analyse de la politique du roi Nicolas depuis la commencement de la guerre jusqu'à la capitulation. On y indiquait qu'il était extrêmement hypocrite et hostile envers les Alliés. On y exprimait aussi la conviction que le roi Nicolas et ses ministres entretenaient les rapports avec les Puissances centrales. »Le roi ne mérite pas que les Alliés aient d'égards envers lui; à notre avis, après un comportement pareil, son retour ou le retour de sa famille est à éviter et, autant que possible, empêcher«. On exposait aussi des raisons économiques et autres raisons. »Un tel État ne sera pas à même de s'entretenir et il vivra de charité des grandes puissances. Aussi cite-t-on, que le Monténégro n'aurait aucune fin utile. Dans la conclusion, on soulignait le besoin de soutenir, comme politique à long terme, le rattachement du Monténégro à la Serbie. <sup>47</sup> Par cette décision Foreign Office a façonné sa politique à long terme concernant cette question, bien qu'elle restât longtemps en secret.

Une telle politique s'est manifestée en nombreuses occasions et questions pendant la guerre. L'indisposition envers le roi Nicolas, ses ministres et ses fils et sa politique, se manifestait depuis les questions simples, jusqu'aux questions exceptionnellement importantes. Lorsque, en été 1916, le gouvernement monténégrin exigeait que les Alliés commencent à payer le crédit promis déjà auparavant, à Foreign Office on a pris une attitude négative. Grey ne voyait aucune raison pour le paiement du crédit, en ajoutant que le Monténégro n'avait joué aucun rôle dans la guerre. Un point de vue analogue était celui de Lord Harding, nouveau sous-secrétaire d'État à Foreign Office. <sup>48</sup> En général, la question du paiement du crédit et des subventions se traînait jusqu' la fin de la guerre. Au cours de l'année 1917 eut lieu un nouveau différend entre les gouvernements britannique et français au sujet des dépenses pour le matériel de guerre, livré au Monténégro et du montant des subventions. Le gouvernement britannique a rejeté la demande de Neuilly de permettre l'émission de l'emprunt monténégrin en Angleterre, proposé, ce qui a

<sup>46</sup> Calder, op.cot. 232.

<sup>47</sup> Texte du mémorandum dans David Lloyd George, *The Truth about the Peace Treaties*, I-II (Londres 1938), I, 36-38; Živojinović, *Saveznici i kapitulacija*, 221. Dans le mémorandum de Ralf Padget et William Tyrrel, fonctionnaires de Foreign Office, on indiquait que la restauration du Monténégro comme État indépendant était injustifiée. Calder, op. cit. 94-95; Rothwell, op.cit. 42-43.

<sup>48</sup> Remarque de Grey et Harding sur la note du gouvernement monténégrin du 4 juillet 1916. F.O. 371, 5921/134401.



été adopté, de réduire la subvention mensuelle à 200.000 francs et ajourné la compensation des dépenses mutuelles avec la France.<sup>49</sup> La question des versements réguliers des subventions a été posée par les députés particuliers dans la Chambre des communes, ce qui a provoqué un grand mécontentement parmi les fonctionnaires de Foreign Office. Les versements mensuels britanniques arrivaient irrégulièrement et cela donnait lieu aux objections fréquentes de la part du roi Nicolas et du président du gouvernement de Neuilly Evgenije Popović. Il prédominait la conviction qu'à celui dont le sort n'était pas certain, il fallait payer le moins possible.

Vers la fin d'août 1916, Radović a remis sa proposition de l'unification du Monténégro et de la Serbie. On y prévoyait que les dynasties se succéderaient sur le trône du nouvel État. Radović prévoyait la restauration du Monténégro, un fait qu'il justifiait par la nécessité de tenir en estime la personne du roi Nicolas. Il exigeait en outre, l'expansion territoriale (jusqu'à la rivière de Neretva, une partie de l'Herzégovine, Dubrovnik, Bouches de Kotor et Scutari). La pauvreté de ces régions augmenterait le désir du peuple de s'unir aussi tôt que possible à la Serbie. En considération des événements écoulés, il sera difficile de régner sur ce peuple; après quoi viendra l'unification politique et militaire avec la Serbie. Oliphant a remarqué que la proposition était favorable pour le roi Nicolas et que pour cela il fallait la négliger.<sup>50</sup>

La démission du gouvernement d'Asquith, au mois de décembre 1916, n'a pas amené les changements de la politique britannique. Le nouveau cabinet de Lloyd George, dans lequel Arthur Balfour avait pris le poste de ministre des affaires étrangères, a entrepris les opérations militaires et la formulation des objectifs de guerre d'une manière plus décisive. L'attitude envers le Monténégro a démontré que l'avenir de la dynastie des Petrović devenait de plus en plus désespéré et obscur. Ceci s'est confirmé en nombreuses occasions. Lorsque, au commencement de l'année 1917, le service d'information militaire avait appris que le roi Nicolas entretenait prétendument les relations avec l'Autriche-Hongrie par la Suisse, à Foreign Office ont fait montre de leur attitude. Il s'agissait de proposition pour la constitution d'un État yougoslave, à la tête duquel se trouverait le prince Mirko, fils du roi Nicaols. Une telle création était inacceptable pour le gouvernement britannique. »En d'autres termes«, était-il écrit dans le mémorandum, »la dynastie monténégrine, malgré l'opposition de l'Italie, doit être écartée«<sup>51</sup> Dans l'analyse de la situation politique et militaire, faite au mois de mars 1917, lord Harding affirmait que la Bulgarie pouvait être tirée de la guerre par des concessions que lui donnerait la Serbie en Macédoine. La Serbie pouvait être gagnée à cette solution et ses pertes territoriale pouvaient être com-

<sup>49</sup>) Voir les documents échangés entre Foreign Office, le ministère des finances et l'ambassade française à Londres. 6933, 58988, 106606, 133361, 135345.

<sup>50</sup>) Mémorandum de Radović, le 31 août 1916. Id. 195116/195116.

<sup>51</sup>) Mémorandum du service militaire d'information, le 12 févr. 1917. Id., 34053/34053; Živojinović, Velika Britanija i problem Crne Gore 1914-1918. godine. Balcanica VIII (Beograd 1977) 510.

pensées par »le rattachement du Monténégro et par l'annexion des parties de la Bosnie et de l'Herzégovine«. La proposition ne renfermait rien de nouveau et représentait encore un exemple de l'appui que le gouvernement britannique donnait à l'idée de la Grande Serbie. Au mois de juillet 1917, lord Robert Cecil, ministre adjoint des affaires étrangères, a confirmé, dans le mémorandum adressé au Cabinet de guerre, l'intention du gouvernement d'appuyer la proposition que le Monténégro fût rattaché à la Serbie.<sup>52</sup>

Conformément à une telle attitude il n'y avait rien d'étonnant dans le fait que le gouvernement britannique faisait des efforts en vue d'empêcher la participation des représentants monténégrins aux conférences et réunions allées. Au mois de juillet, le roi Nicolas a attiré l'attention du gouvernement britannique sur le fait qu'il attendait, de même que les autres gouvernements balkaniques, l'invitation au délégué monténégrin de prendre part à la conférence des Alliés sur les Balkans qui aurait lieu à Paris. A Foreign office on considérait une telle exigence »absurde« et Harold Nicolson a noté qu'il considérait la participation du Monténégro à cette conférence, »superflue«; dans la réponse à Graham on citait que le Monténégro n'était pas invité, parce qu'à la conférence on discuterait des méthodes de faire la guerre et non pas des compensations territoriales.<sup>53</sup> Le gouvernement britannique avait accepté que le délégué du Monténégro prît part aux travaux de la conférence, quoique cela ne fût que la pure formalité. Lorsque le gouvernement de Neuilly demandait qu'on lui fît parvenir les procès-verbaux de la conférence, Bertie et Balfour prirent une attitude négative. Balfour a conclu »qu'il vaut mieux n'envoyer pas les procès-verbaux au gouvernement du Monténégro«.<sup>54</sup>

Un accueil analogue fut réservé à la proposition du gouvernement de Neuilly de nommer l'envoyé monténégrin à Londres. Au mois de mai 1917, l'agent inofficiel monténégrin en Angleterre Alexandre Devine adressa à Foreign Office la demande d'ouvrir la légation du Monténégro en Angleterre. A Foreign Office on a rejeté la proposition, considérant que c'est une obligation superflue, tandis que lord Cecil a déclaré »qu'il ne désire plus parler de cette question«. La demande nouvelle de Devine est venue au commencement de septembre 1917, mais elle a rencontré une réponse identique. Lord Harding a noté que »nous ne désirons pas beaucoup de communications avec le roi Nicolas et son prétendu gouvernement«. Dans la réponse à Devine il a été dit que Foreign Office ne voyait aucun besoin pour la nomination de l'envoyé monténégrin à Londres.<sup>55</sup>

<sup>52</sup>) Mémorandum du lord Cecil, le 10 juillet 1917. F.O. 800, vol. 214; un mois auparavant, le roi Nicolas avait exprimé à Graham le désir que le gouvernement britannique lui accordât sa protection. A Foreign Office on a décidé qu'à cette demande il ne fallait pas même donner une réponse. Živojinović, *Velika Britanija i problem Crne Gore*, 511.

<sup>53</sup>) Graham à Balfour, Paris, le 21 juillet 1917; Balfour à Graham. Londres, le 23 juillet 1917. F.O. 371, 134672/144175.

<sup>54</sup>) Bertie à Balfour, Paris, le 3 sept. 1917; Balfour à Bertie, Londres, le 12 sept. 1917. Id., 165800/173331.

<sup>55</sup>) D. Živojinović, Aleksandar Devin, branioc nezavisne Crne Gore u anglosaksonskom svetu 1916–1920. godine. Glasnik Cetinjskih Muzeja 3 (1970) 126-129.

Que le gouvernement britannique désirait empêcher le Monténégro de s'assurer un appui ailleurs, et atténuer de cette façon sa dépendance des alliés européens, témoigne aussi sa persistance à gagner le gouvernement des États-Unis d'Amérique à sa politique envers le gouvernement monténégrin de Neully, c.à.d. refuser de lui accorder un emprunt pour la restauration du pays. Au mois de mai 1917, la diplomatie alliée a appris cette intention du gouvernement débile, et elle a fait les démarches en vue de l'empêcher. C. Barkley, chargé d'affaires de l'ambassade britannique à Washington, a averti le State Department que les gouvernements de la Grande-Bretagne et de la France étaient contraires à cela et qu'ils pourvoient le gouvernement de Neully de moyens nécessaires. La demande monténégrine de leur accorder un emprunt de cent millions de francs a été accueillie défavorablement par le gouvernement américain. Comme raison a été allégué le fait que le Monténégro ne satisfaisait les conditions prévues par la loi du 24 avril 1917, qu'il n'a pas son envoyé accrédité à Washington et que ses forces ne combattaient pas contre l'Allemagne. La décision du gouvernement des États-Unis d'Amérique laissait le gouvernement de Neully à la merci de la Grande-Bretagne et la France et en dépendance de l'Italie. Ce fut encore un pas vers l'isolement du Monténégro, à la subordination de son avenir aux tendances et objectifs de l'Italie.<sup>56</sup>

L'adoption de la Déclaration de Corfou (le 20 juillet 1917) a provoqué une inquiétude nouvelle à Neully et montré la véritable disposition de Foreign Office. La Déclaration et la proclamation du Comité pour l'unification nationale, avec Radović à la tête, ont incité la nouvelle initiative à Neully. A Foreign Office ont accueilli la proclamation du Comité monténégrin comme «une déclaration importante et autoritative» bien qu'ils se fussent bornés à accuser sa réception.<sup>57</sup> En même temps, Devine a adressé un long mémorandum sous le titre «Le cas du Monténégro», dans lequel il avait exposé de nombreuses remarques justifiées sur la politique des Alliés, inclusivement aussi celle de la Grande-Bretagne, envers le Monténégro. Il affirmait que la dynastie des Petrović est méprisée de propos délibéré et que c'est un moyen de la détrôner; le gouvernement britannique n'a pas dû se mêler de cette question. A Foreign Office a été décidé de ne prêter aucune attention au mémorandum de Devine et de passer outre à ses avertissements sans mot dire. Ce n'était pas un procédé correct envers la Monténégro et son souverain, bien qu'un tel comportement ne représentât aucune nouveauté.<sup>58</sup>

L'absence de l'évaluation réelle de la situation et de la politique, ainsi que les prétentions territoriales prononcées, présentées aux moments où l'existence future même du Monténégro indépendant était entièrement incertaine, révèlent le véritable état d'esprits à la cour monténégrine et parmi les émigrés qui se rassemblaient autour d'elle. Comme

<sup>56</sup>) D. Živojinović, Planovi nejske vlade za privrednu rehabilitaciju Crne Gore 1917-1922. Glasnik Cetinjskih Muzeja 1 (1968), 32-38.

<sup>57</sup>) Radović à Balfour, Paris, le 16 août 1917. F.O. 371, 119339/162723.

<sup>58</sup>) Živojinović, Aleksandar Devin..., 127-128.

le roi Nicolas avait réservé pour soi le droit de travailler à l'expansion territoriale du Monténégro, ses propositions rencontraient une opposition encore plus dure. Ceci s'est manifesté surtout lorsque le roi Nicolas avait soumis un long mémorandum relatif aux prétentions territoriales du Monténégro après la guerre. C'était sa réponse à la Déclaration de Corfou, plan qui montrait comment le roi s'efforçait de résoudre la situation critique dans laquelle il s'était trouvé. Dans le mémorandum étaient exposés l'histoire des combats du Monténégro contre les Turcs, les sacrifices qu'il avait faits, les réalisations dans le domaine de la culture, l'esprit démocratique, les procédés des Alliés au passé, les pertes dans la guerre et l'intention d'y endurer jusqu'au bout. Enfin, pour être à même de renover le pays, renforcer l'économie et assurer l'avenir, le roi exigeait pour le Monténégro Scutari et Medua, une partie de la Bosnie jusqu'à la montagne de Romanija, l'Herzégovine avec Mostar, la côte jusqu'à l'embouchure de la Neretva avec Dubrovnik, ce qui lui donnerait en possession la côte de l'embouchure du Drin jusqu'à l'embouchure de la Neretva, inclusivement les Bouches de Kotor. Les revendications du roi furent accueillies avec raillerie et refus. Nicolson était d'avis qu'elles devraient être passées sous silence; Clerk observait que les exigences du roi devaient doubler le territoire du Monténégro et qu'elles étaient „entièrement inacceptables, pour la majeure partie à cause de l'existence de différents engagements contractuels". Il a ajouté que le mémorandum entier était „typique de son auteur royal" et qu'il ne fallait que l'en remercier.<sup>59</sup> Les revendications du roi étaient inacceptables pour une part aussi parce que le gouvernement britannique avait donné son consentement à ce que certaines parties des territoires énumérés ci-dessus fussent accordées à la Serbie.

Un refus énergique était réservé aussi à la demande du gouvernement de Neuilly de former un régiment monténégrin. Au mois de décembre 1917 Devine adressa un long mémorandum au gouvernement britannique, dans lequel il avait exposé les problèmes de rassemblement des sujets monténégrins – émigrés pour le service militaire. Il attribuait la responsabilité de ce que le régiment n'a pas encore été créé au gouvernement serbe qui tenait les Monténégrins à Salonique et les contraignait de servir dans l'armée serbe. Il affirmait qu'il y avait deux mille Monténégrins qui désiraient servir dans ce régiment et demandait au gouvernement britannique s'il approuvait sa formation. Après un échange d'opinion prolongé avec les milieux militaires et diplomatiques, Nicolson Oliphant et Roland Graham ont vu dans la lettre de Devine l'intention de „profiter de chaque occasion pour se faire remarquer". Au commencement de janvier 1918 le Ministère de la Guerre et Foreign Office se sont mis d'accord qu'il ne fallait entreprendre rien en rapport avec la formation du régiment monténégrin. La visite ultérieure à l'Angleterre de Niko Hajduković, ministre du gouvernement de Neuilly, essuya un échec.<sup>60</sup>

<sup>59</sup> Graham à Balfour, Paris, le 27 sept. 1917. Annexe: le mémorandum du roi Nicolas, sans date. F.O. 371, 189486/189486.

<sup>60</sup> Živojinović, Aleksandar Devin..., 132-133, 138-139.

Au mois de janvier 1918, Devine a cité dans un long mémorandum de nombreux gētes négatifs du gouvernement britannique envers le Monténégro et son souverain. Il s'est arrêté spécialement sur la question de paiement des subventions. Il affirmait que le gouvernement britannique n'a pas payé sa part depuis le mois de mai 1917, ce qui créait de nombreuses difficultés au gouvernement de Neuilly. „Le Monténégro doit recevoir les subventions s'il veut se maintenir comme État”, écrivait Devine. A la fin, il exigeait du gouvernement britannique de modifier son attitude et de redresser les injustices, faites au Monténégro par le passé.<sup>61</sup> Les objections justifiées sur le comportement du gouvernement britannique envers le Monténégro ont provoqué des réactions mixtes à Foreign Office. Il fut décidé que Nicolson devait préparer un mémorandum sur le problème du Monténégro, parce que cette question pouvait devenir l'objet d'une discussion publique. Dans le mémorandum de Nicolson a été exposée l'attitude de la Grande-Bretagne envers le roi Nicolas et la politique du Monténégro au cours de la guerre. Ce fut la répétition des faits connus. Le roi Nicolas a été présenté comme principal coupable de tout ce qui s'était passé; Nicolson affirmait qu'il „représentait, d'une manière peu glorieuse, le peuple du Monténégro”. Nicolson a prêté son appui à ces forces qui désiraient l'unification du Monténégro avec la Serbie, „Nous saluons une telle solution, mais nous ne désirons pas l'imposer... De l'avenir du Monténégro doit décider le peuple du Monténégro lui-même”. Le mémorandum de Nicolson montre que la politique britannique envers le Monténégro était déterminée, dans une grande mesure par la méfiance à l'égard du roi Nicolas et de sa politique dans le passé.<sup>62</sup>

Immédiatement avant la naissance de ce document le Cabinet de Guerre a pris la décision quant au sort du Monténégro. Cette prise de décision fut précédée par un échange de vue détaillé à l'intérieur du cabinet, à Foreign Office et dans l'opinion publique. Au mois de septembre 1917, William Tyrrell, fonctionnaire de Foreign Office, a préparé un long mémorandum sur les États balkaniques, dans lequel il s'employait pour un accord entre la Serbie et la Bulgarie. La Serbie devait obtenir la Bosnie et l'Herzégovine, la ville de Kotor et le Monténégro. Le rattachement du Monténégro à la Serbie y était motivé par le fait que les habitants du Monténégro forment „une branche montagnarde du peuple serbe”. Au mois de décembre, à Foreign Office a prévalu le point de vue que la Serbie devait être restaurée et élargie par le Monténégro. La discussion à l'intérieur de Foreign Office et la demande du Parti travailliste, adressée, au gouvernement britannique, de formuler ses objectifs de guerre ont donné lieu à un vaste débat à l'intérieur du Cabinet de Guerre. A la réunion qui a eu lieu le 3 janvier 1918, on discutait, entre autres, aussi du Monténégro. En cette occasion a été prise la décision que la meilleure solution de cette question serait „d'annexer le Monténégro à la Serbie”.

<sup>61</sup>) Devine à Cecil, Winchester, le 26 janv. 1918; Živojinović, id. 135.

<sup>62</sup>) L'analyse du mémorandum de Devine sous le titre »Les plaintes monténégrines«, confid., le 8 févr. 1918 dans Živojinović, id. 136-138.

En même temps il a été conclu de ne pas mentionner le Monténégro dans le discours de Lloyd George.<sup>63</sup> Ceci représentait la décision définitive, en fait la confirmation de la politique pratiquée jusque là. Elle sera mise en pratique, bien que non de la manière entièrement conséquente, jusqu'à la fin de la guerre. Il importe de mettre en relief que le Cabinet de Guerre ne prévoyait pas la possibilité d'examiner la disposition du peuple au Monténégro, comme Nicolson l'avait proposé. La décision prise par le Cabinet de Guerre a intensifié les contradictions dans la politique, bien qu'elles fussent inévitables, à cause de la situation existante.

A partir de là jusqu'à la fin de la guerre, le comportement du gouvernement britannique était dans les cadres de la politique, déterminée dans la Cabinet de Guerre. Il faut mentionner que la plupart des bureaucrates à Foreign Office n'étaient pas au courant de la décision du Cabinet de Guerre, bien qu'ils pratiquassent une politique en harmonie avec elle. Lorsque le gouvernement britannique eut décidé, au mois de mai 1918, de supporter la création de l'Etat yougoslave, la liberté d'action, par rapport aux autres Alliés, a considérablement grandi. Ceci se rapportait avant tout à l'Italie qui se considérait protectrice du roi Nicolas et du Monténégro indépendant. Au mois de juin 1918 lord Harding communiqua à l'ambassadeur italien Guglielmo Imperiali que les raisons ethniques, géographiques et économiques indiquaient que l'existence ultérieure du Monténégro indépendant n'avait aucune justification.<sup>64</sup> Ce n'était aucune nouvelle pour les Italiens. Immédiatement après, le gouvernement britannique a fait encore une fois un grand effort en vue d'empêcher l'ouverture de la légation monténégrine à Washington. Elle y jouissait de plein appui de la part de la France et de la Serbie. A Foreign Office on affirmait que l'envoyé monténégrin serait agent et propagandiste du roi Nicolas et de sa dynastie. A cette fin il dépenserait l'argent allié. „Comme toute la propagande sera exclusivement en faveur des Petrović et, en tant que telle, anti-nationale, anti-yougoslave et anti-alliée, cela n'a aucun sens”, écrivait Nicolson. Il a été conclu que la légation n'était pas nécessaire et on demandait au gouvernement des États-Unis de ne pas permettre son ouverture. Bien qu'il fût trop tard pour modifier la décision américaine, le succès était garanti. Au commencement d'août 1918 William Philips, secrétaire d'État adjoint, a communiqué aux ambassades britannique et française à Washington, qu'ils ne devaient pas se soucier de succès de l'activité du dr Ante Gvozdenović, envoyé monténégrin. Il en fut ainsi et la présence de Gvozdenović aux États-Unis d'Amérique est restée une simple formalité.<sup>65</sup>

Lorsque, au mois de juillet 1918, le roi Nicolas exprima le désir de visiter L'Angleterre, l'attitude prise à Foreign Office était extrêmement répulsive. Nicolson a noté que cette visite était „extrêmement indé-

<sup>63</sup> C. J. Lowe and M. L. Dockrill, *The Mirage of Power, British Foreign Policy 1902-1922*, I-III (Londres 1972), III, 605.

<sup>64</sup> Živojinović, *Velika Britanija i problem Crne Gore*, 514.

<sup>65</sup> D. Živojinović, *Crna Gora u borbi za opstanak: otvaranje crnogorskog poslanstva u Vašingtonu, 1917-1918. godine*. Glasnik Cetinjskih Muzeja 5 (1972) 104-108.

sirable”, bien qu’il eût de difficultés à trouver des raisons convaincantes pour le refus. La visite n’eut jamais lieu.<sup>66</sup>

Presque en même temps, à Foreign Office fut fait un nouveau pas dans le façonnement de l’attitude britannique envers le problème monténégrin. Ceci se produisit lorsque l’ambassadeur britannique à Paris, lord Derby, eut averti son gouvernement du mauvais traitement du souverain monténégrin et de son gouvernement à Neuilly de la part du gouvernement français; il demandait s’il fallait faire quelque démarche sous ce rapport. L’échange d’opinions a montré que Foreign Office désirait attendre le résultat du plébiscite au Monténégro avant de prendre la décision définitive. Cette opinion divergeait de la décision du Cabinet de Guerre qui ne prévoyait pas la possibilité d’une consultation préalable de la population. Dans la réponse à Derby fut confirmé que la politique britannique envers la roi et la gouvernement de Monténégro était réservée et soupçonneuse. On exprimait le doute que la roi Nicolas et ses ministres représentaient le peuple du Monténégro et qu’ils désiraient travailler pour leurs intérêts. Le roi Nicolas et son gouvernement ne jouissaient pas de confiance ou de sympathie de la majorité des habitants de ce pays. A Foreign Office on faisait une distinction entre le roi Nicolas et les Monténégrins. A cause de cela le montant des subventions fut réduit, ce qui a diminué au roi Nicolas aussi la possibilité de faire de la propagande dynastique. Quant à l’avenir du Monténégro on mettait en relief le fait que les intérêts et les principes du roi n’étaient pas en accord avec les idéals nationaux et les principes sur lesquels on désirait résoudre les questions balkaniques. Comme le gouvernement britannique soutenait le projet de la création de l’État yougoslave, le Monténégro indépendant ne pourrait pas subsister.<sup>67</sup> Un tel abord était la conséquence des changements dans les conditions et la politique envers la solution des questions balkaniques et particulièrement de la question yougoslave. Dans la politique britannique le principe de nationalité et la conviction qu’il devait être appliqué d’une manière aussi conséquente que possible, occupaient une place de plus en plus marquante. De là, il prédominait l’intention de permettre aux habitants du Monténégro, en tant que partie intégrante de la nation serbe, de trouver la place dans le nouvel État.

L’intention du gouvernement britannique de ne pas faire obstacle, par son attitude, à la politique de l’unification, reçut la confirmation en automne 1918. Lorsque le gouvernement de Neuilly, au mois d’octobre, avertit les gouvernements alliés du danger qui menaçait de l’entrée des troupes alliées, et parmi celles-ci aussi des troupes serbes, au Monténégro, Foreign Office décida de se tenir à l’écart. L’expert territorial, Allan Liper, a observé que, „vu l’expansion de l’idée yougoslave, les protestations officielles monténégrines étaient entièrement anachroniques”. Aucune réponse n’a été donnée à la demande de Neuilly.<sup>68</sup> Après l’en-

<sup>66</sup>) Graham à Harding, Paris, le 20 juillet 1918; Harding à Graham, Londres, le 26 juillet 1918. F.O. 371, 127070/127070.

<sup>67</sup>) Balfour à Derby, le 30 juillet 1918. Id., 7420/123820; Živonjović, Velika Britanija i problem Crne Gore, 515.

<sup>68</sup>) Graham à Balfour, Paris, le 17 oct. 1918. F.O. 371, 7420/175679.

trée des troupes alliées au Monténégro, le gouvernement de Neuilly a adressé une protestation énergique contre la présence des troupes serbes et la politique qui menaçait l'existence du Monténégro en tant qu'État indépendant. A Foreign Office on a compris toute la délicatesse de la politique d'unification de la Serbie et du Monténégro. Nicolson s'employait pour une telle solution où la décision définitive ne serait pas prise avant que le peuple monténégrin n'eût la possibilité d'exprimer librement sa volonté. A son avis, il n'était pas acceptable que les Serbes de Serbie fissent des préparatifs pour l'unification, tandis que le roi Nicolas se trouvait à Paris „comme prisonnier”. Malgré cela, Ronald Graham considérait que le gouvernement britannique ferait mieux de rester à l'écart, étant convaincu que la question du Monténégro sera résolue à la conférence de paix. La Grande-Bretagne n'avait aucun motif à s'opposer à l'entrée du Monténégro dans le cadre de l'État yougoslave. Cette décision représentait le signal vert, la confirmation de la politique antérieure.<sup>69</sup>

La politique britannique envers le Monténégro était, pour une bonne part, conditionnée et déterminée par la conviction que le roi Nicolas était un allié déloyal, qui entretenait des liens secrets avec les Puissances centrales, qu'il ne combattait sincèrement et qu'il s'employait, dès le début de la guerre, à tirer le Monténégro de la guerre. La méfiance envers le vieux souverain et sa dynastie était complète, quoique pas toujours justifiée. Par sa politique et son attitude, le gouvernement britannique a contribué à l'isolement du Monténégro et à l'affaiblissement de son moral combatif et de sa résistance. En outre, il existait aussi d'autres raisons. On faisait ressortir de temps en temps que l'existence du Monténégro indépendant n'avait pas de justification économique, qu'il devait s'unir à la Serbie puisqu'il s'agit de même peuple et parce que l'unification était soutenue par la majorité de la population. Tant que le gouvernement britannique donnait son appui à l'idée de la „Grande Serbie”, il considérait que le Monténégro devait lui être annexé comme compensation; lorsque fut adoptée l'idée de la création de l'État yougoslave, l'attitude britannique était que le Monténégro indépendant représenterait un anachronisme qui, à l'avenir, troublerait la paix dans les Balkans. Par sa décision de soutenir l'unification du Monténégro avec la Serbie, la Grande-Bretagne se déclarait contre le principe de légitimité. Elle a offert par là son appui au principe de nationalité et à son affirmation dans les Balkans.

---

<sup>69)</sup> Le même au même, Paris, le 5 nov. 1918. Id. 7420/184884.